Le cartel narco-socialiste : Morales, le Pape et le chaos en Bolivie

Dans cette série en trois parties, je vais dévoiler les crimes du régime de Morales en Bolivie et démontrer qu'il a été un atout de l'impérialisme, plutôt qu'un opposant.

Partie un : un écologiste narcotrafiquant menant une guerre contre la classe ouvrière

L'éviction du président bolivien Evo Morales le 10 novembre dernier par l'opposition de droite soutenue par les États-Unis, a été décrite comme étant un coup d'état classique de la CIA. Etant donné la reconnaissance immédiate du gouvernement par intérim de Jeanine Áñez Chávez, le changement de régime semble être une victoire pour l'administration Trump.

Lors d'un discours adressé au Forum de Sao Paulo, l'ancien premier ministre espagnol José Luis Rodriguez Zapatero l'a appelé *golpe de*

Estado, coup d'état. Les grands médias sont divisés sur la question. Par exemple, certains journalistes du Washington Post disent que c'est un coup d'état et alertent sur les dangers d'un régime d'extrême droite s'emparant du pays. D'autres chroniqueurs ne sont pas d'accord mais est-ce vraiment un coup d'état ?

Evo Morales a démissionné en tant que président ; et, pour que sa démission soit légale, une majorité de sénateurs ont du accepter sa démission. Mais comme il avait ordonné aux autres membres du parti MAS (Mouvement pour le socialisme) de démissionner, cela veut dire que sa démission n'a pas été approuvée par le protocole requis.

Ainsi, Morales pourrait encore être décrit techniquement comme le président de la Bolivie. Étant donné les protestations de masse qu'il y a eu contre lui et les irrégularités aux élections dont il a admis l'existence, Morales aurait-il délibérément conspiré pour l'utiliser techniquement pour rester au pouvoir ?

Si Morales avait vraiment gagné l'élection, pourquoi a-t-il démissionné ? Il a dit avoir démissionné pour éviter un bain de sang mais est-ce vraiment crédible ? Morales demande maintenant le soutien de son ami le Pape François et des Nations-Unies pour faire la médiation dans la crise bolivienne. Comme nous le verrons dans la deuxième partie, le rôle du Vatican a été bien plus important que ce qui a pu être révélé au public anglophone.

Mais tout d'abord, tournons nous vers les circonstances qui ont mené au changement de régime et ensuite, nous observerons les aspects troublants de l'histoire ouvrière bolivienne jusqu'ici ignorés ou déformés par la presse bourgeoise de gauche, avant de discuter des crimes du régime de Morales.

Morales ne s'est pas opposé à l'accord sur le lithium avec une société allemande

Beaucoup de journalistes évoquent les vastes ressources de lithium du pays comme une raison possible du coup d'état. La Bolivie possède jusqu'à 70% des réserves mondiales de lithium dont on a besoin pour les batteries électriques. Les défenseurs de Morales affirment qu'il avait refusé de négocier avec des sociétés étrangères qui cherchaient à exploiter les réserves de lithium.

Mais le gouvernement avait déjà signé un accord avec la société allemande ACI, malgré d'importantes protestations de travailleurs, dont certains ont fait la grève de la faim pour protester contre le manque de bénéfice pour la communauté locale.

Morales a encore dit que c'était un complot ourdi par l'opposition pour le discréditer avant les élections. Morales voulait clairement brader les ressources du pays à l'ACI. Par conséquent, le fait que le nouveau régime soutenu par les Américains a donné le feu vert à l'ACI ne signifie pas grand chose.

Rencontres secrètes avant le coup d'état

Quelques mois avant le coup d'état, le chef de l'armée bolivienne, le général William Kalimans, a rencontré l'ambassadeur cubain en Bolivie, Carlos Raphael Zamora Rodríguez, que ses ennemis surnomment *El Gallo*, le coq. Quel était l'objet de cette rencontre ?

Zamora est considéré comme l'un des ambassadeurs cubains les plus éminents et les plus expérimentés. Ancien officiel de haut rang du directoire du renseignement cubain (DI), il a présenté ses références au

président bolivien le 8 mars 2019. Il a servi une mission diplomatique cubaine pour les Nations-Unies à New York de 1974 à 1977 mais cette information est curieusement absente de son CV.

L'ambassadeur cubain Zamora « El Gallo »

Selon la journaliste Roxana Lizárraga, Zamora a eu des rencontres avec les syndicats de *cocaleros* (producteurs de coca) dans la province du Chapare quelques semaines avant le coup d'état, laissant à penser que c'était douteux. Le Chapare est la principale région productrice de coca. Alors qu'il était là-bas, il a aussi rencontré le directeur de l'Organisation des états américains, Luis Almagro. Almagro est considéré comme l'homme le plus influent d'Amérique latine. Beaucoup le suspectent d'être un opérateur de la CIA. Ancien Ministre des Affaires étrangères pour le gouvernement uruguayen (2010-2015), il a été un acteur essentiel du comité exécutif qui a légalisé les drogues en Uruguay en 2013.

Luis Almagro

La légalisation des drogues est soutenue par le financier milliardaire versé dans l'ingénierie sociale, George Soros, et d'autres oligarques importants. Comme Almagro était un médiateur important dans l'amélioration des relations entre Washington et La Havane sous la présidence Obama, il connaît probablement bien Zamora mais il y a une forte présomption que les mondialistes, autrement dit les officiels liés à la haute finance et les Nations-Unies, mettent en avant un programme pro-drogue. Cuba est accusé par l'opposition à Morales d'être impliqué dans le trafic de cocaïne.

Le général Kaliman était un participant essentiel dans le renversement de Morales. C'est un diplômé de la tristement célèbre École militaire des Amériques qui a crée de nombreux régimes militaires de droite en Amérique latine pendant la Guerre Froide. Selon Jep Sprague, jusqu'à huit militaires majeurs ont été formés là. Mais comment est-il possible qu'un gouvernement supposé être « anti-impérialiste » nomme au plus haut niveau des officiers qui ont été entraînés par les États-Unis ?

Il semblerait évident que les États-unis veulent renverser un président socialiste dans un pays d'Amérique latine. Le socialisme et la démocratie populaire menace les intérêts des entreprises américaines ; Washington a une longue histoire de renversements de gouvernements démocratiquement élus, remplacés par des dictatures militaires ou des régimes capitalistes impopulaires mais il y a un autre angle dans cette histoire qui a été complètement ignoré et qui concerne le passé nébuleux d'Evo Morales et ses liens avec des intérêts américano-israéliens.

Ce qui va suivre ne va pas plaire à de nombreux lecteurs. Ce n'est pas écrit pour ceux qui divisent le monde en gentils contre les méchants ; c'est plutôt une tentative de dévoiler la vérité sur un acteur crucial de ce qu'on appelle la « marée rose » en Amérique latine, des nouveaux

régimes de gauche qui ont émergé dans les dernières décennies : le président Evo Morales Ayma.

Morales et les cocaleros

https://www.youtube.com/watch?v=cfsuUdQpYJ0

Lorsque Morales s'est emparé du Secrétariat Général du Syndicat des *Cocaleros* (producteurs de coca) du Chapare en 1984, il a commencé à saboter les efforts qui étaient en cours pour développer une agriculture alternative à celle de la production de coca. En fait, le gouvernement bolivien octroyait des fonds aux paysans pauvres pour produire d'autres récoltes qui auraient aussi aidé à nourrir la population locale.

Morales est devenu président des six Fédérations des tropiques de Cochabamba en 1996, et a gagné ainsi de l'influence sur les autres syndicats importants tel que la Confédération syndicale unifiée des travailleurs ruraux de Bolivie, *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (CSUTCB).

Morales a éloigné l'organisation de la lutte des classes pour la rapprocher des « droits indigènes » mais son principe/programme était de s'opposer aux efforts d'éradiquer la production de coca en affirmant que c'était une partie de la tradition et de la culture locales et par conséquent justifiée.

Les paysans qui avaient obtenu du gouvernement des fonds pour des cultures alternatives, ont reçu des menaces de mort de la part des hommes de main de Morales. Loin du héros de la lutte de classe comme les gauchistes aiment bien le voir, beaucoup de paysans du Chapare le considèrent comme un agent des intérêts du trafic de

stupéfiants soutenus par l'aile libérale de gauche de l'élite américaine au pouvoir.

Selon le journaliste Jaime Bayly, Morales a augmenté la production de coca au Chapare après avoir pris le pouvoir en 2006. 94% du coca produit sur place est transformé en cocaïne. Morales a utilisé l'argent du contribuable pour construire des laboratoires de cocaïne. La cocaïne est ensuite vendue aux cartels mexicains, en particulier le cartel de Sinaloa du seigneur de la drogue notoire Joaquim Guzman Loeria alias El Chapo. Bayly affirme également que Morales a vendu de la drogue au Colombien Pablo Escobar dans les années 1980.

Dans son documentaire *Dictatura Sindical*, le journaliste d'investigation et prêtre catholique Ricard Romero Cossio interroge plusieurs leaders de syndicat de cocaleros de la région du Chapare. Ils évoquent des menaces de mort contre eux et leurs familles de la part de Morales. Ils disent qu'il a complètement aboli la liberté de parole dans les syndicats et les utilise uniquement pour obtenir du pouvoir et du prestige tout en masquant un programme de trafic de drogue.

Cossio a reçu des menaces de mort de la part du régime bolivien et de la CIA après la sortie de son film. Il dit que la CIA et la Communauté du renseignement des États-Unis sont pleinement derrière Morales.

Franklin Guttierez – le véritable leader des producteurs de coca

Franklin Guttierez

L'opposition des cocaleros au régime de Morales augmente depuis quelques années. Franklin Guttierez, le président de l'Association départementale des producteurs de coca (Adepcoca), s'est opposé à la légalisation par Morales des récoltes de feuilles de coca dans les zones qui avaient été auparavant utilisées par les narcotrafiquants. Lui, ainsi que plusieurs autres dizaines de personnes, ont été arrêtés en 2018 lorsque le gouvernement a envoyé les militaires occuper leurs quartiers généraux – un acte clairement illégal et non démocratique.

L'organe international de contrôle des stupéfiants (*International Narcotics Control Board – INCB*) a demandé récemment au gouvernement bolivien de fournir un rapport sur la production et le trafic de stupéfiants en Bolivie. Selon Guttierez, le gouvernement s'est emparé de l'Adepcoca pour lui faire porter la faute pour le trafic alors qu'en fait, il fournit uniquement le marché intérieur légal de feuilles de coca.

En mai 2018, les *cocaleros* du Chapare ont décidé d'agir politiquement : Guttierez a annoncé qu'il dirigerait un nouveau parti populiste pour

s'opposer à Morales aux élections de 2019. Son plan n'a pas duré longtemps.

En août 2018, un officier de police de l'Unité rurale de patrouille mobile (Umapar), responsable de l'éradication de la cocaïne, a été tué dans le Chapare. Guttierez et ses partisans ont été rendus responsables du meurtre. Guttierez est désormais en prison mais il a nié les accusations portées contre lui et affirme qu'il a été piégé et qu'il est un prisonnier politique.

Lorsque Unitel média a tenté de publier les dizaines d'interviews faits avec des leaders ouvriers qui dénonçaient Morales, leurs quartiers généraux à Yacuiba ont été bombardés. Des documents semblent révéler que le personnel à la sécurité de Morales a été impliqué. Un homme d'affaire local a affirmé que l'ambassade du Venezuela a été aussi impliquée dans l'attaque. Il serait aisé de rejeter de telles affirmations comme étant de la propagande anti socialiste si Morales avait été vraiment un vrai socialiste ou un opposant au mondialisme mais il y a de maigres preuves pour cela.

La guerre de Morales contre les coopératives

Les coopératives financières et industrielles ont eu un rôle majeur dans le développement de la province de Santa Cruz, la plus riche du pays. Le maintien de leur indépendance est un facteur majeur qui mène à l'opposition au gouvernement dans cette région mais les coopératives un peu partout dans le pays avaient eu des conflits avec le régime de Morales.

Le gouvernement est entré en conflit avec les coopératives financières depuis la création de l'Autorité pour la surveillance du système financier (ASFI) en 2008. Cela s'est effectivement traduit par une prise de contrôle du système de coopératives de la part de l'état, privant les

travailleurs de leur autonomie et de leurs droits de négociation des salaires. La corruption de l'ASFI s'est aussi traduite par la perte des économies des familles à bas revenus. Encore une fois, aucun intérêt n'a été montré de la part des leaders acclamés du socialisme du XXIe siècle envers tout cela.

En dépit du fait que dix fois plus de coopératives minières ont été créées durant les sept premières années du gouvernement Morales que les sept années qui ont précédé son élection en 2005, l'augmentation a été due largement à une augmentation significative du prix des minerais. Dans sa tentative de s'emparer des coopératives profitables, Morales a été sans pitié dans son écrasement des dissidents.

En août 2016, cinq mineurs ont été abattus par l'armée à Potosi après que le gouvernement ait tenté de s'emparer de la coopérative minière. Les mineurs ont kidnappé et assassiné le Ministre de l'Intérieur bolivien, Rodolfo Illanes.

« Les mineurs qui travaillent dans des coopératives plutôt que dans des compagnies privées ont été frappés par la récession des produits mondiaux et demandaient que le gouvernement soit plus souple dans les restrictions environnementales et augmente les subventions. »

Des restrictions environnementales et un manque de subventions gouvernementales : c'est l'essence de l'éco-socialisme soutenu par l'élite.

Les informations internationales ont fait une large couverture sur la mort du politicien mais ont ignoré les morts de mineurs pauvres et désespérés qui les avaient précédé.

Les conditions dans les mines de Potosi sont parmi les pires du monde et ridiculisent l'idée que la Bolivie est un état « socialiste ».

Vous pouvez avoir une idée de la nature anti-ouvrière du régime de Morales en regardant un reportage de septembre 2016 sur les meurtres de mineurs du libéral *Real News Network*. Ce qui est intéressant dans ce reportage, c'est que l'analyste américain du média *Andean Information Network* défend finalement les actions du gouvernement de Morales.

https://www.youtube.com/watch?v=A0bQPkVjKiI

La raison principale du conflit entre les mineurs et le gouvernement bolivien concernait les restrictions environnementales déraisonnables que la prise de contrôle du secteur imposait.

Pour faire plaisir à des milliardaires comme Al Gore et ses sbires, les travailleurs boliviens vont devoir réduire leur « empreinte carbone », par conséquent accepter d'avoir leurs revenus réduits pour le bien de la planète.

Pour détourner l'attention du fait qu'il est une marionnette des intérêts mondialistes, Morales utilise l'argument suivant : c'était, non pas des coopératives, mais des entreprises privées. Il a ensuite suggéré que les opposants utilisaient le conflit minier pour organiser un coup d'état contre lui mais aucune preuve d'un tel coup n'a jamais été fournie. La motivation principale pour le contrôle du secteur minier par l'état est sa conformité avec les régulations environnementales internationales. Cela n'a rien à voir avec l'amélioration des vies de la classe ouvrière.

https://www.youtube.com/watch?v=j-b8vlrlBdk

En URSS pendant la période stalinienne, les mineurs gagnaient les salaires les plus élevés et étaient célébrés comme les héros de la révolution socialiste ; dans la Bolivie de Morales, ils sont abattus et travaillent dans des conditions qui sont bien pires que dans les autres pays capitalistes.

En URSS, les coopératives avaient le soutien total de l'état. Les machines étaient fournies gratuitement par l'état. C'est comme cela que l'URSS s'est industrialisée si vite. En Bolivie, l'état est une mafia qui vole aux ouvriers leur moyens de subsistance.

Si le régime de Morales aurait fait une offre que les ouvriers n'auraient pu refuser, il n'y aurait pas eu une opposition si violente. Les accusations tel que les coopératives de travailleurs sont privées et par conséquent anti-ouvrières, est une figure de style typiquement trotskiste utilisée pour masquer le caractère bourgeois du narco-état bolivien.

Mais les mineurs ne sont pas seulement une classe brutalement réprimée ; ils sont aussi asservis spirituellement par des croyances païennes : il est courant chez les mineurs de certaines régions de prier *El Tío*, le Diable pour les aider à survivre ! La signification de ce phénomène sera expliqué dans la partie 3.

L'opération *Naked King*

En septembre 2015, la Drug Enforcement Administration (*Administration pour le contrôle des drogues - DEA*) a déposé une inculpation contre Evo Morales et plusieurs officiels boliviens de haut niveau, incluant le père du vice-président Alvaro Garcia Linera.

Une opération secrète contre le président bolivien dont le nom de code était « operation Naked King » (opération roi nu) a été mené par Carlos Toro, l'informateur qui avait assuré l'arrestation du leader du Cartel de Medelín Carlos Lehder dans les années 1980 et de l'ancien dictateur du Panama, Manuel Noriega.

Noriega avait travaillé pour la CIA. Les officiels de la DEA se sont souvent plaint que la CIA bloquait leurs enquêtes de façon persistante. Par exemple, pendant l'affaire des Contras, quand une organisation internationale secrète avec sa propre armée appelée *The Enterprise* (l'entreprise), utilisait de la cocaïne pour financer une guerre secrète au Nicaragua, les enquêtes de la DEA étaient souvent bloquées par la CIA.

Carlos Lehder lui-même a accusé les élites américaines d'être le véritable pouvoir derrière le marché mondial de la drogue.

L'ancien président colombien Andres Pastrana Arango a publiquement accusé Evo Morales d'être derrière l'approvisionnement de cocaïne en Colombie. Il a dit être « absolument sûr » de la culpabilité de Morales. Pastrana avait été un journaliste d'investigation spécialisé dans le commerce de la drogue avant de devenir président.

En 2011, Evo Morales a dit que la DEA a essayé de saper son gouvernement et l'a expulsé de son pays. Si Morales avait été mis au pouvoir par la trafiquante de stupéfiants CIA, c'est précisément ce qu'elle aurait voulu qu'il fasse.

Democracy Now! a interviewé Evo Morales à propos de l'accusation de la DEA. Sa réponse a été que les États-Unis utilisaient de la drogue comme prétexte pour le contrôle impérialiste de l'Amérique latine.

C'est bien sûr en partie vrai mais ce n'est pas convaincant de la part d'un homme dont les politiques ont aidé à perpétuer l'épidémie de drogue mondiale. Si Morales avait mentionné des sociétés secrètes comme le Skull and Bones, fondé à l'Université de Yale en 1832 par le trafiquant de drogue Russel Trust - l'un des clubs les plus puissants des États-Unis - il aurait été plus convaincant.

Tout le monde n'est pas complice du commerce de la drogue dans le complexe militaro-industriel américain. On doit prendre en compte les sociétés secrètes, les loges maçonniques et les banques corrompues qui font souvent l'objet d'une enquête de la part des agences fédérales américaines comme la DEA.

Connections israéliennes

Formé à l'infiltration et au contre-renseignement à la notoire École militaire des Amériques, le sociologue et politicien Juan Ramón Quintana était l'un des hommes les plus importants du régime de Morales.

Quintana a été un officiel de haut rang au Ministère de la Défense des régimes néolibéraux de Hugo Banzar et Carlos Mesa. En 2008, il a été accusé de contrebande de stupéfiants lorsque 33 camions ont été arrêtés par des officiels dans le Département de Pando.

La contrebande a été dévoilée par le général Lopez qui demande désormais la mise en examen de Quintana. Le président Morales a refusé de commenter l'incident à l'époque. Cela a été ultérieurement révélé par un proche associé de Quintana et l'ancienne amante de Morales, Gabriela Zapata qui avait mis en place une organisation secrète qui utilisait les agences gouvernementales pour des extorsions, des lettres anonymes et d'autres activités criminelles. Zapata a apparemment eu un enfant avec Morales qui par la suite est décédé, bien que personne ne le sache avec certitude.

Alors qu'elle vvivait avec « l'antisioniste » Morales, elle était une représentante de la société israélienne de centrales électriques Telemenia. Elle est actuellement en prison pour corruption mais on devrait se poser des questions sur son rôle d'intermédiaire pour des opérations de renseignement israéliens. Comme peut considérer « l'antisionisme » de Morales sérieusement si sa copine était une espionne israélienne ?

Pour avoir un vrai aperçu de l'énormité de la tromperie Morales, on doit examiner quelques uns des crimes majeurs commis pendant son mandat qui ont été ignorés ou déformés par les médias progressistes.

2007 Les meurtres de Cochabamba

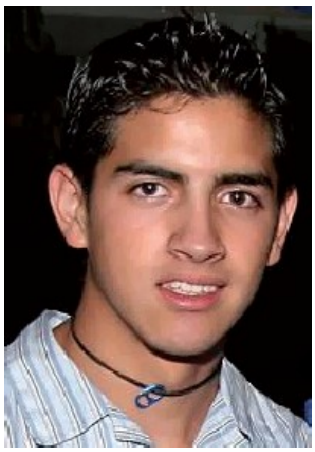
Lorsque Morales a pris le pouvoir en 2006, sa base de soutien était principalement dans la région andine de Al Alto. Les régions de la Media Luna de Beni, Pando, Santa Cruz et Tarija étaient opposées au nouveau régime. On doit ici clarifier que ces régions étaient surtout métis et non pas « blanches » comme les gauchistes aiment l'affirmer.

Dans la région du Pando, son parti MAS n'avait pas l'hégémonie. Le Pando et d'autres régions demandaient l'autonomie vis-à-vis du gouvernement central. Morales a expliqué que l'autonomie aboutirait

au morcellement du pays. Le Pando avait obtenu un référendum sur l'autonomie et l'avait perdu mais Manfred Reyes, le préfet du Pando a affirmé que Morales avait manipulé la population en affirmant qu'elle aurait besoin d'un passeport pour voyager dans le pays. Il a appelé à une second référendum et a rassemblé un mouvement civique puissant.

Le 11 janvier 2007, le président Morales a mobilisé ses partisans qui sont entrés dans la ville, armés de bâtons et de pierres. Ils ont attaqué les officiels élus et ont brûlé les bâtiment gouvernementaux, blessant des centaines de gens.

Christian Urresti, un jeune-homme de 17 ans a été battu à mort par la foule pro-Morales. Sa mort, avec celle d'autres victimes, n'a jamais fait l'objet d'une enquête. Morales a appelé la foule armée des « protestataires pacifiques ».



Christian Urresti

La mort d'Urresti a été filmée par un témoin et la vidéo amenée à un bureau local du renseignement. Elle a disparu par la suite et il n y a pas eu d'enquête supplémentaire.

L'un des mercenaires envoyé dans la ville, un paysan cocalero a été aussi abattu. Son cas fait l'objet d'une enquête et le meurtrier a été condamné à 14 ans de prison.

2008 le massacre de Porvenir

en 2008, la télévision bolivienne a publié des documents secrets signés par le général des forces armées Freddy Mackey Peralto qui prouvent que le gouvernement avait un plan militaire pour s'emparer de la région du Pando qui était hostile à Morales.

Le plan appelé *Marcha hace el Oriente* - Marche vers l'Est », a été lancé. Le gouvernement devait mobiliser des bénévoles, des mercenaires et des mouvements sociaux pour conduire les opposants hors de la région. Le reportage a dit que le support international *respaldo international* était assuré. Les médias étatiques boliviens devaient couvrir l'événement et tous les autres médias devaient être empêchés d'entrer dans la région.

Dans un discours, plusieurs semaines avant l'opération, Juan Ramon Quintana avait dit que le gouvernement allait conduire la préfecture de Pando dans les plus bas niveaux de la terre - une déclaration de guerre limpide.

A 3 heures du matin le 11 septembre 2008, un groupe de mercenaires pro-Morales ont abattu un chauffeur de camion à l'extérieur de Porvenir. Gravement blessé, il est parvenu à rejoindre un hôpital local. Dès 6 heures, les habitants ont eu vent de la venue de milliers de mercenaires à Porvenir. Ils ont creusé des tranchées sur les routes pour stopper leur avance et ont tenté de les persuader de se retirer.

Quelques *campesinos* pro-Morales portaient des brassards verts pour que les militaires puissent les protéger pendant les altercations. Bien

que les habitants aient réussi à freiner leur marche sur Porvenir à partir d'une direction, ils n'étaient pas préparés au mouvement en tenaille opéré par un autre groupe de mercenaires armés de gaz lacrymogènes et de fusils d'assaut.

Ce qui suivit a été un massacre, effectué par l'armée bolivienne et dont la responsabilité a été portée sur les victimes. Entre 12 et 20 civils ont été tués.

Il y a deux documentaires sur le massacre : *Morir en Pando* (mourir à Pando), une version des événements du gouvernement et *Sunamente Pando* par Ann TV, de loin l'enquête la plus objective. Wikipedia n'explique que la version officielle du massacre.

Le « soutien international » envers le régime de Morales n'a pas fait défaut : l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) a donné son soutien total à la version des événements du gouvernement bolivien. En dépit des nombreuses preuves vidéo de campesinos attaquant des civils, des interviews avec des otages torturés, incluant une dame âgée, et la preuve du documentaire montrant que l'opération entière a été planifiée par le gouvernement, la version officielle reste celle que la préfecture du Pando et non le gouvernement bolivien, était responsable du massacre.

Le meurtre de Michael Dwyer

De nombreux organes de presse pro-Morales parlent d'un complot supposé contre Morales en 2009, dans lequel des fascistes croates et un Irlandais, Michael Dwyer, avaient tenté d'assassiner le président bolivien.

Dwyer a rencontré un Hongrois, Tibor Révész, un membre de la légion séparatiste hongroise de Roumanie alors qu'il travaillait en tant que vigile pour la firme privée Risk Security Services (I-RMS), qui protégeait la compagnie Shell dans le comté de Mayo en Irlande.

Il a rejoint certains d'entre eux lors d'un voyage en Bolivie en novembre 2008, pensant apparemment qu'il allait faire une formation de garde du corps. Il a été rejoint par trois collègues du I-RMS : Tibor Révész, Gábor Dudog et Ivan pistovcak. Il a été filmé là en train de s'exercer dans une séance de tir. On ne va pas se filmer soi-même dans un stand de tir dans un pays dont on veut assassiner le président. La preuve vidéo cependant, allait servir pour vendre cette version des faits.

A Santa Cruz, il a rejoint Eduardo Rósza-Flores, le fils d'un Juif hongrois qui avait vécu en Bolivie mais qui était parti après la dictature de Banzar, pour finalement s'installer en Europe.

Rósza-Flores avait été entraîné par le KGB pendant la Guerre Froide, avait servi dans le renseignement hongrois et avait travaillé comme journaliste avant de rejoindre les séparatistes croates dans la guerre des Balkans où il a atteint le rang de colonel. Il est fort possible que Rósza-Flores ait été connu de l'ambassadeur américain en Bolivie (2006-2008), Philip Goldberg qui avait auparavant servi dans les Balkans lorsque Rósza-Flores était colonel dans l'armée croate soutenue par l'OTAN. Goldberg avait été expulsé par Morales en septembre 2008 pour s'être prétendument mêlé d'affaires internes boliviennes.

Il était clair que Rósza-Flores n'était pas en Bolivie pour des vacances. Il avait admis sa volonté de s'engager dans la « défense » de Santa Cruz, si le régime de Morales avait utilisé les mêmes tactiques de foule pour empêcher leur autonomie. Cependant, aucune preuve n'a été fournie pour démontrer un complot pour assassiner Morales et la police militaire aurait pu facilement arrêter Rósza-Flores et Dwyer et les faire comparaître au tribunal.

Dwyer s'est vite rendu compte que la formation qu'il était supposé suivre n'allait pas avoir lieu. Alors qu'il demeurait à l'hôtel Las Americas à Santa Cruz, les Forces spéciales boliviennes sont entrées à 4 heures du matin le 16 avril et l'ont abattu, ainsi que Rósza-Flores et le Hongrois Árpád Magyarosi.

Son corps a été jeté à l'arrière d'un camion et a été exhibé devant les caméras des médias. Le jour suivant, les médias irlandais ont fait courir les histoires d'un « néo-nazi » qui avait tenté d'assassiner le président de Bolivie. Il n y avait pas de preuve que Dwyer faisait partie d'un complot visant à tuer Morales, ni qu'il ait fait partie d'un groupe néo-nazi.

Le gouvernement bolivien a affirmé qu'il y avait eu une fusillade entre Dwyer et les militaires à l'hôtel mais une équipe d'investigation irlandaise a démontré qu'il n y avait pas eu de fusillade. Dwyer avait été tout simplement assassiné. Le pathologiste de l'état irlandais a aussi prouvé que son autopsie en Bolivie avait été incorrecte.

Morales avait eu besoin d'un complot contre lui et il semblerait que Dwyer avait été piégé pour jouer le rôle de la « menace fasciste ».

Dans le documentaire de RTE, *Death of a Son : The Killing of Michael Dwyer* (Mort d'un fils : le meurtre de Michael Dwyer), la mère de la victime parle à la copine qu'il avait rencontré pendant son séjour en Bolivie. Apparemment, Dwyer aurait du normalement être avec elle la nuit où il avait été tué. Lorsque sa mère lui a demandé si cela avait été simplement une coïncidence qu'il n'avait pas été avec elle cette nuit-là, son langage corporel est, selon moi, étrange.

Par exemple, elle pleure beaucoup mais on ne voit aucune larme. Elle sourit aussi lorsque Mme Dwyer lui parle de la coïncidence puis elle se couvre la bouche. Est-ce vraiment une coïncidence qu'elle n'ait pas été avec lui cette nuit-là ?

Le documentaire de RTE omet d'enquêter sur un suspect clé dans le dossier : le Hongrois Tibor Révész. Il avait travaillé avec Dwyer pour IRMS en Irlande. IRMS faisait de la publicité pour des formations avancées de sécurité avec utilisation d'armes à feu. Révész avait utilisé des noms de code irlandais sur un site internet en Hongrie qui proposait les mêmes genres de cours alors qu'il travaillait à l'IRMS.

Révész semble avoir été l'organisateur de l'opération à Santa Cruz. Il a présenté Dwyer à Rósza-Flores, puis les a quitté et est retourné en Irlande pour finir son travail pour IRMS. La société a effacé de nombreuses références aux formations de sécurité après le meurtre de Dwyer. Révész a été engagé dans de nombreuses activités illégales pour la société avant l'affaire Dwyer. Des résidents du comté de Mayo se sont plaint d'avoir été filmés et harcelés par lui dans le village local.

Pourquoi le gouvernement bolivien ne demande-t-il pas une enquête sur l'IRMS ? Pourquoi n'a-t-il pas réussi à capturer Révész ? Est-ce que c'est parce que les opérateurs d'IRMS ont fait une faveur à Morales en lui fournissant le complot d'assassinat dont il avait besoin ?

Ces journalistes des médias soi-disant « alternatifs » qui ont simplement reproduit les mensonges des grands médias sur l'affaire Dwyer n'ont fait aucune recherche sérieuse. Le procureur bolivien en charge du dossier a démissionné après qu'il ait été révélé qu'on y ait incorporé des fausses preuves. La famille de Dwyer demande une enquête indépendante.

Le meurtre de Roger Pinto

En 2011, le sénateur Roger Pinto Molina a accusé Evo Morales, l'ancien chef anti-drogue René Sanabria, Juan Roman Quintana et le vice-président Alvaro Marcelo Garcia de trafic de stupéfiants.
Sanabria a été arrêté à l'aéroport de Panama quelques jours plus tard par la DEA. Il a admis sa culpabilité et a eu une peine réduite de 14 ans d'emprisonnement en échange d'une collaboration avec l'enquête de la DEA du président Morales.

Après avoir reçu des menaces de mort, Pinto a cherché refuge à l'ambassade du Brésil à La Paz. Ensuite, il s'est échappé en traversant la

frontière avec le Brésil. Le 16 août 2017, Pinto a été tué dans un accident d'avion. Sa famille pense que ce n'était pas un accident.

Bien qu'il y ait une quantité substantielle d'articles couvrant cette histoire dans la presse latino-américaine, l'entrée sur Wikipedia pour Pinto ignore complètement l'histoire ! Il est bien connu que Wikipedia censure régulièrement l'information. Étant donné la gravité des accusations contre Morales, il semble que la censure soit à l'œuvre ici.

Wikipedia a été crée en l'an 2000 par deux Juifs américains, Jimmy Wales et Larry Sanger. Sa censure d'informations « sensibles » ayant un lien avec les activités criminelles du sionisme international est bien documentée, et, selon RT, Israël est l'un des centres internationaux les plus importants pour la contrebande de drogue.

Un article de la BBC sur l'affaire omet aussi de mentionner ses accusations contre Morales. Le Ministre des Affaires étrangères brésilien Antonio Patriota a été forcé de démissionner à la suite de cette affaire. L'article de la BBC mentionne le fait que Pinto était recherché pour corruption en Bolivie. Il a aussi été accusé pour sa participation au massacre de Porvenir, dont nous avons montré qu'il avait été organisé par le régime de Morales.

Ainsi, nous somme amenés à croire qu'un ambassadeur brésilien aurait risqué sa carrière pour épargner un voyou insignifiant en fuite ? Le fait que les accusations de M. Pinto contre Morales ne soient pas mentionnées dans l'article de la BBC est hautement suspect.

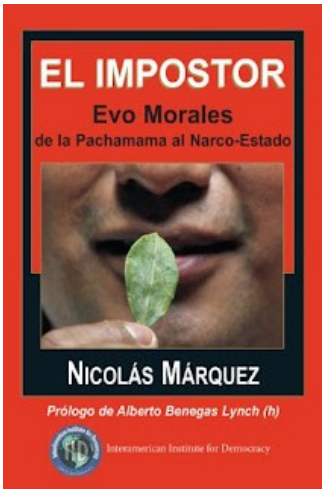
Mais l'affaire contre Morales a empiré. En février 2011, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de Morales, René Sanabria Oropeza a été arrêté au Panama pour vente de cocaïne. Il a été emprisonné à Miami. Il a expliqué à la presse espagnole qu'il avait le plein soutien du ministre de l'intérieur bolivien Llorenti Soliz.

La complicité de la gauche dans le narco-terrorisme

Le livre de Leonardo Coutinho publié en 2018, *Hugo Chávez, O Espectro : Como o presidente venezuelano alimentou o narcotrafico, financiou o terrorismo* et *promoveu a desordem global* » - L'illusion Chavez, comment le président venezuélien a alimenté le trafic de stupéfiants, a financé le terrorisme et a promu le désordre global, qui présente des preuves extrêmement troublantes que la « nouvelle gauche » du Venezuela, de la Bolivie et de bien d'autres pays d'Amérique latine était impliquée dans le trafic de drogues.

A ce jour, il n y a pas eu de réponses du gouvernement vénézuélien à ces allégations, pas de poursuites judiciaires pour diffamation et pas d'engagement non plus de la part des gauchistes chavistes dans la presse soi-disant indépendante.

Le livre a semé la colère en Bolivie lors de sa publication. Beaucoup de preuves qui ont été réunies contre Morales par le Ministre de l'Intérieur par intérim Arturo Murillo, sont basées sur le livre de Coutinho.



L'ouvrage *El impostor : Evo Morales, de la Pachamama al Narco-Estado* - Evo Morales, de la Pachamama au narco-état du journaliste d'investigation argentin Nicolás Márquez n'a pas fait l'objet de contestation de la part des fans serviles du « premier président indigène » qui, nous le verrons plus tard, n'est ni bolivien ni indigène.

Aucun des défenseurs d'Evo Morales n'ont mené une enquête sur les graves accusations faites dans ces ouvrages. Et pourquoi ? Cela serait-il du au fait que ces accusations sont vraies ? Peut-être pensent-ils que s'ils ignorent les affirmations, elles vont disparaître d'elles-même ? Peut-être ne sont-ils pas au courant que de tels livres ont été publiés. Après tous, les livres ne semblent pas avoir été traduits en anglais et les médias américains n'en ont pas fait mention. C'est plus probablement du au fait que les seigneurs des seigneurs de la drogue sont propriétaires des médias américains. Le livre de Marquez est publié par l'Institut américain pour la démocratie (*Inter-American Institute for Democracy*), une fondation latino américaine d'élite conservatrice basée aux États-Unis. Cependant, si cela avait été financé par les oligarques, les livres auraient été des best-seller du New York Times mais beaucoup de gens n'en ont pas entendu parler.

Pourquoi aucun des journalistes de gauche qui couvrent la crise bolivienne n'ont enquêté sur les allégations de trafic de stupéfiants ? Est-ce parce que bon nombre d'entre eux sont en faveur de la légalisation des drogues, et consomment eux-mêmes de la drogue ? La cocaïne est la drogue de choix pour les élites riches dans les états occidentaux, des élites qui sont obsédées par l'environnement mais moins intéressées par la détresse de millions de familles pauvres dont les vies sont ruinées par les stupéfiants. A mon avis, cette hypocrisie et cette malhonnêteté est répandue dans toutes les écoles de gauchisme.

Nous avons vu dans cet article que, loin d'être un héros de la classe ouvrière, Evo Morales semble être un narcotrafiquant soutenu par les

élites et travaillant pour des intérêts mondialistes. Mais qui sont ces mondialistes et pourquoi le gouvernement soutient-il le coup d'état si la CIA porte Morales à bout de bras ? Pour y répondre, nous devons regarder de plus près certains opérateurs des médias américains et le complexe des ONG.

Dans la deuxième partie, je vais discuter du rôle du Pape François dans cette affaire et dans la troisième partie, l'importance que les ONG internationales et des opérateurs de grande notoriété ont joué dans la fabrication de la tromperie Morales. Dans la quatrième partie, j'expliquerai le but idéologique et stratégique que Morales a joué dans la mondialisation latino-américaine et la direction que le pays va probablement prendre si le nouveau régime arrive à se maintenir au pouvoir.

Gearóid Ó Colmáin